



**Association Saint-François d'Assise**

60 Rue Bertin  
CS 81010  
97404 Saint-Denis Cedex

Monsieur le Président,

Nous vous prions de bien vouloir trouver ci-joint, notre rapport sur les comptes annuels et notre rapport sur les conventions règlementées à soumettre à l'approbation de votre Assemblée Générale.

Nous vous en souhaitons bonne réception et vous prions de croire, Monsieur le Président, à nos sentiments les meilleurs.

A Saint-Denis, le 26 mai 2025

Le Commissaire aux Comptes  
**CABINET OBJECTIF**

Patrice DALLEAU  
Gérant associé

**ASSOCIATION  
SAINT-FRANCOIS  
D'ASSISE**

\*\*\*\*\*

60, Rue Bertin  
CS 81010  
97404 Saint-Denis Cedex

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31/12/2024

---

## ***ASSOCIATION SAINT-FRANCOIS D'ASSISE***

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31/12/2024

A l'assemblée générale,

#### **1. Opinion**

---

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION SAINT-FRANCOIS D'ASSISE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### **2. Fondement de l'opinion**

---

##### ***2.1 Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### ***2.2 Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

#### **3. Justification des appréciations**

---

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliquées et sur la présentation d'ensemble des comptes notamment pour ce qui concerne les produits d'exploitation.

---

Dans le cadre de notre mission, nous avons été amenés à contrôler la comptabilisation des opérations relatives aux recettes tarifées sur l'exercice. Nous avons obtenu les éléments probants justifiant la réalité et l'exhaustivité des opérations comptabilisées à ce titre dans les comptes de votre association.

Nous avons également apprécié le caractère approprié des principes comptables suivis par votre association et des informations fournies dans l'annexe, notamment au regard des spécificités du plan comptable applicable aux associations du secteur médico-social.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

#### **4. Vérifications spécifiques**

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

#### **5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

#### **6. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.





Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

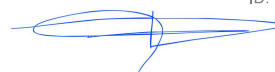
A Saint-Denis, le 26 mai 2025

Le Commissaire aux Comptes  
**CABINET OBJECTIF**

Patrice DALLEAU  
Gérant associé

Signé par Patrice Dalleau  
Le 26/05/2025

ID: tx\_Y9waPdwzy3KK



<b>ANNEXE</b>
---------------

**Description, détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

## Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Immobilisations incorporelles				
<i>Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires</i>	2 325 522	1 986 278	339 244	452 613
Immobilisations corporelles				
<i>Terrains</i>	8 445 592	71 034	8 374 558	8 380 935
<i>Constructions</i>	102 642 177	55 585 868	47 056 309	49 793 191
<i>Installations techniques, matériels et outillages industriels</i>	8 499 735	7 506 005	993 730	859 406
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	7 920 792	7 279 652	641 139	682 922
<i>Immobilisations corporelles en cours</i>	9 015 302		9 015 302	3 988 283
<i>Avances et acomptes</i>	36 205		36 205	36 205
Immobilisations financières				
<i>Participations</i>	112 310		112 310	112 310
<i>Créances rattachées aux participations</i>	2 543 347		2 543 347	2 493 478
<i>Autres titres immobilisés</i>	5 377 112		5 377 112	5 315 788
<i>Prêts</i>	1 185 940		1 185 940	1 075 037
<i>Autres immobilisations financières</i>	21 647		21 647	21 141
<b>Total I</b>	<b>148 125 682</b>	<b>72 428 837</b>	<b>75 696 845</b>	<b>73 211 308</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours				
<i>Matières premières et autres approvisionnements</i>	513 959	146	513 813	293 898
<i>Avances et acomptes versés sur commandes</i>	152 277		152 277	161
Créances				
<i>Créances usagers et comptes rattachés</i>	8 533 952	398 408	8 135 544	6 764 367
<i>Autres créances</i>	5 288 615		5 288 615	4 745 369
Autres postes de l'actif circulant				
<i>Valeurs mobilières de placement</i>		9 314	-9 314	-9 300
<i>Disponibilités</i>	24 420 658		24 420 658	28 955 587
<i>Charges constatés d'avance</i>	454 465		454 465	379 196
<b>Total II</b>	<b>39 363 927</b>	<b>407 867</b>	<b>38 956 059</b>	<b>41 129 277</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>187 489 609</b>	<b>72 836 705</b>	<b>114 652 904</b>	<b>114 340 585</b>
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

## Bilan passif

	au 31/12/2024	au 31/12/2023
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise		
<i>Première situation nette établie</i>	4 643 860	4 814 857
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
<i>Réserves des activités sociales et médico-sociales</i>	58 756 156	56 496 559
<i>Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales</i>	-3 937 538	-3 390 207
<b>Excédent ou Déficit hors activités sociales et médico-sociales</b>	<b>-45 610</b>	<b>-170 997</b>
<b>Excédent ou Déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</b>	<b>2 127 717</b>	<b>1 699 334</b>
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>61 544 586</b>	<b>59 449 546</b>
Subventions d'investissement	5 015 909	5 264 851
Provisions réglementées	228 121	228 121
<b>Total I</b>	<b>66 788 616</b>	<b>64 942 518</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds dédiés	11 831 216	11 648 059
<b>Total II</b>	<b>11 831 216</b>	<b>11 648 059</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	1 280 133	950 882
Provisions pour charges	2 770 447	2 800 341
<b>Total III</b>	<b>4 050 580</b>	<b>3 751 223</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	18 866 019	20 852 690
Emprunts et dettes financières diverses	411 514	479 917
Avances et commandes reçues sur commandes en cours	198 237	197 826
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 304 216	2 727 394
Dettes fiscales et sociales	6 945 724	6 436 433
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	362 698	206 332
Autres dettes	349 301	338 378
Produits constatés d'avance	2 544 784	2 759 814
<b>Total IV</b>	<b>31 982 493</b>	<b>33 998 785</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>114 652 904</b>	<b>114 340 585</b>
(1) Dont à plus d'un an (a)	18 171 720	
Dont à moins d'un an (a)	13 612 535	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	3 509	
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		



## Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	325	195
Ventes de biens et de services		
<i>Ventes de prestations de services</i>	3 432 932	3 159 599
<i>Dont ventes de prestations de services relatives aux act.sociales et médico-social</i>	3 019 478	2 902 217
Produits de tiers financeurs		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	52 897 580	52 794 018
<i>Ressources liées à la générosité du public</i>	29 604	36 177
<i>Dont Dons manuels</i>	29 604	36 177
<i>Contributions financières</i>		
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	839 405	1 067 985
Utilisation des fonds dédiés	3 048 209	2 783 205
Autres produits	296 237	1 548 124
<b>Total I</b>	<b>60 544 291</b>	<b>61 389 303</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Autres achats et charges externes	12 974 685	12 461 168
Impôts, taxes et versements assimilés	1 672 745	1 628 137
Salaires et traitements	24 232 689	24 530 959
Charges sociales	10 868 229	10 500 224
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	3 883 094	4 197 181
Dotations aux provisions	752 657	1 207 936
Reports en fonds dédiés	3 065 051	3 378 388
Autres charges	359 290	1 539 883
<b>Total II</b>	<b>57 808 439</b>	<b>59 443 875</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>2 735 852</b>	<b>1 945 428</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	49 870	131 217
Autres intérêts et produits assimilés	95 608	81 378
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		9 027
<b>Total III</b>	<b>145 478</b>	<b>221 622</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	14	4 906
Intérêts et charges assimilées	1 114 193	929 074
<b>Total IV</b>	<b>1 114 207</b>	<b>933 979</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>-968 729</b>	<b>-712 357</b>

## Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
<b>3. RESULTAT COURANT avant Impôts (I-II+III-IV)</b>	<b>1 767 123</b>	<b>1 233 071</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion		278
Sur opérations en capital		4 528
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	370 963	376 672
<b>Total V</b>	<b>370 963</b>	<b>381 478</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion	8 510	12 724
Sur opérations en capital	1 001	193
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		4 300
<b>Total VI</b>	<b>9 510</b>	<b>17 217</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	<b>361 452</b>	<b>364 261</b>
Impôts sur les bénéfices (VIII)	46 468	68 995
<b>Total des produits (I+III+V)</b>	<b>61 060 732</b>	<b>61 992 404</b>
<b>Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)</b>	<b>58 978 625</b>	<b>60 464 066</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>2 082 107</b>	<b>1 528 337</b>
<i>Dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>2 127 717</i>	<i>1 699 334</i>



## **Annexe**



## Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : SAINT FRANÇOIS D'ASSISE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 114 652 904 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 2 082 107 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

## Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

### PRESENTATION DE L'ENTITE - Article 431-2 du Règlement ANC 2018-06

L'Association Saint-François d'Assise (ASFA) est une association régie par la loi du 1er juillet 1901, créée le 6 juin 1918 sous l'égide de sa fondatrice, Mme Louise Joséphine SAMAT, née SELHAUSEN à Saint-Denis de La Réunion, dans le but de prendre en charge les plus démunis.

Aujourd'hui, l'ASFA, qui n'a cessé d'évoluer depuis sa création, a toujours son siège social à Saint Denis, au numéro 60 de la rue Bertin à Saint-Denis, et poursuit comme buts principaux, la prise en charge et l'accompagnement :

- ▣ des personnes âgées en difficultés et/ou dépendantes,
- ▣ des enfants et adolescents atteints de pathologies chroniques,
- ▣ des enfants, adolescents et adultes handicapés.

L'ASFA a pour missions de participer à l'évolution des prises en charge dans le cadre réglementaire s'appliquant à l'activité sanitaire, médico-sociale et sociale avec une cohérence de ses actions, mais s'engage également à créer et à développer toutes œuvres d'action ou d'intérêt sanitaire, social et médico-social. De l'œuvre d'une pionnière au grand cœur à une œuvre collective, l'ASFA a su évoluer, s'adapter au fil du temps, tout en préservant sa vocation et ses valeurs premières dans l'accompagnement des plus vulnérables pour s'articuler aujourd'hui autour de 4 pôles d'activités et un siège :

#### 1/ PÔLE SANITAIRE : L'Hôpital d'Enfants (106 places)

Seul établissement de soins de suite et de réadaptation pédiatrique de la Zone Océan Indien, l'Hôpital d'Enfants accueille, chaque jour, plus de 80 patients (enfants et adolescents de 0 à 18 ans) afin de favoriser leur retour à l'autonomie après une intervention chirurgicale, un accident de la vie ou dans la gestion d'une maladie chronique.

L'hôpital d'Enfants propose aussi bien une hospitalisation Complète pour les séjours de plus de 24h (27 lits), une hospitalisation de Jour pour les séjours sur une ou plusieurs demi-journées (50 places) et une Unité d'Obésité Infantile (12 places) avec pour objectif un accompagnement des patients et de leurs familles via l'éducation thérapeutique pour mieux gérer une maladie chronique telle que l'asthme, l'épilepsie, l'obésité et le diabète grâce à des équipes pluridisciplinaires renforcées, l'établissement dispose d'espaces de rééducation adaptés : cuisine thérapeutique, douche filiforme, salle de sport, salle snoezelen, laboratoire d'analyse du mouvement...

## Règles et méthodes comptables

### 2/ PÔLE MÉDICO-SOCIAL HANDICAP (P.M.S.H.) :

Depuis 2011, le Pôle Médico-Social Handicap de l'ASFA, regroupe des établissements et services médico sociaux complémentaires qui apportent des réponses adaptées et coordonnées aux besoins des personnes en situation de handicap tout au long de leurs parcours de vie par le biais d'une plateforme de santé pluridisciplinaire qui prend en charge leurs besoins thérapeutiques : somatiques, psychologiques et rééducatifs. Au-delà des aspects thérapeutiques, le P.M.S.H. s'emploie à accompagner ses usagers vers l'autonomie pour des objectifs d'inclusion sociale, au travers de programmes transversaux spécifiques. Le P.M.S.H. réalise ses missions au travers de prise en charge en accueil permanent, temporaire et d'internat de semaine, dans différentes structures :

▫ L'Institut Médico Educatif (IME) Henri VERGOZ, agréé pour 80 places, situé dans la commune de Sainte-Marie sur le site de Beauséjour, qui accueille principalement des adolescents âgés de 14 à 20 ans présentant une déficience intellectuelle légère, moyenne ou sévère avec ou sans trouble associés en internat, semi internat et en unité d'enseignement en établissement spécialisé (accompagnement à la scolarisation en milieu ordinaire).

▫ Le Centre d'Action Médico-Sociale Précoce (CAMSP) agréé pour 146 places, qui a pour mission le dépistage précoce des déficiences et des troubles susceptibles d'engendrer une situation de handicap chez de jeunes enfants de 0 à 6 ans. Le CAMSP propose à la fois un accompagnement précoce adapté afin de limiter les situations de handicap et une guidance parentale tout au long de l'accompagnement.

Le CAMSP dispose de 3 antennes situées à La Possession, Sainte-Clotilde et Saint-Benoit. Ces 3 antennes disposent également d'EDPAs (Equipes "pluridisciplinaires" diagnostic Autisme de proximité") spécialisées dans le diagnostic du trouble du spectre de l'autisme.

▫ Une plateforme de services (PFS) destinée à optimiser la réponse aux besoins sans rupture dans le parcours des personnes en situation de handicap par un accompagnement en lien étroit avec leurs familles dans leurs milieux de vie que ce soit à leurs domiciles, à l'école ou dans le milieu professionnel. L'objectif est de mettre en œuvre leur projet de vie en lien avec les dispositifs de droit commun. Cette PFS regroupe trois services à domicile destinés,

Le SESSAD DM, agréé pour 41 places, œuvrant dans le secteur Nord-Est de l'Ile, en faveur des jeunes de 3 à 20 ans en situation de handicap moteur ou de polyhandicap,

Le SESSAD DI, agréé pour 62 places, œuvrant dans le secteur Nord-Est de l'Ile en faveur des jeunes de 14 à 20 ans présentant une déficience intellectuelle,

Le SAMSAH POLY/TSA, agréé pour 30 places, œuvrant sur la région Nord de Saint-Denis à Sainte-Suzanne dans le secteur des adultes (18 ans et plus) en situation de handicap moteur et de polyhandicap, et du trouble du spectre de l'autisme.

Le SAMSAH PSY, agréé pour 25 places, œuvrant sur la région Ouest de l'île dans le secteur des adultes (18 ans et plus) en situation de trouble psy et de trouble du spectre de l'autisme.

▫ Le Centre d'Education Motrice (CEM) situé à Sainte-Suzanne, agréé pour 100 places, accueille les jeunes de 3 à 20 ans présentant une déficience motrice cérébrale et de polyhandicap en internat et en semi internat. Le CEM apporte un accompagnement adapté en réponse aux besoins spécifiques de chaque jeune en matière de santé (plateforme de santé pluridisciplinaire), d'autonomie et de participation sociale dans un objectif d'inclusion sociale.



## Règles et méthodes comptables

▫ La MAS Franche Terre est une maison d'accueil et d'hébergement, agréée pour 54 places, destinée à assurer l'accompagnement permanent, temporaire ou en journée, des personnes adultes en situation de handicap grave et nécessitant une prise en charge substantielle. La MAS est avant tout un lieu de vie dont la mission est d'apporter une réponse adaptée aux besoins spécifiques de chaque bénéficiaire en matière de santé, d'autonomie et d'inclusion sociale dans la mesure du possible.

### 3/ LE PÔLE MÉDICO SOCIAL PERSONNES AGÉES (P.M.S.P.A.)

Le Pôle Médico-Social Personnes Agées (P.M.S.P.A.) est un Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (E.H.P.A.D.) ayant pour mission d'accompagner dans les actes de la vie quotidienne les personnes âgées fragiles et vulnérables et de préserver leur autonomie par une prise en charge globale comprenant l'hébergement, la restauration, l'animation et le soin. Le P.M.S.P.A. se compose de deux sites d'hébergement distincts, tous deux situés à Saint Denis :

L'"E.H.P.A.D. Saint-François" situé 60, rue Bertin en plein centre-ville à côté de l'Hôpital d'Enfants et près du jardin de l'état.

La "Résidence Retraite Médicalisée (R.R.M.) de Sainte-Clotilde" situé 52 rue Emile Grimaud, dans le dans le secteur du Chaudron.

Chaque site intègre une capacité de 68 lits d'hébergement en gériatrie polyvalente et une unité protégée de 12 lits dédiée à l'accueil de personnes âgées atteintes de la maladie Alzheimer ou de troubles apparentés. La capacité d'accueil totale du P.M.S.P.A. pour les deux sites est ainsi de 160 lits.

### 4/ LE PÔLE FORMATION

Le pôle constitué de 3 filières de formation professionnelles initiales diplômantes bénéficie du soutien financier de la Région Réunion et du Fonds Social Européen. Une sélection est nécessaire pour être admis en formation.

▫ L'Institut de Formation d'Auxiliaires de Puériculture (IFAP) forme chaque année 40 élèves. Leur rôle s'inscrit dans une approche globale de l'enfant avec soutien à la parentalité dans le but de préserver et restaurer sa santé et son autonomie, et de favoriser l'accueil et l'intégration sociale de l'enfant en situation de handicap, atteint de maladie chronique ou en situation de risque d'exclusion.

▫ L'Ecole de Puéricultrices (teurs), première école de spécialisation infirmière ouverte dans les DOM en 2001, agréée pour l'accueil de 20 étudiants(es) depuis 2004. La formation accessible aux infirmier(e)s et sages-femmes diplômé(e)s d'Etat, accueille des professionnels voulant se spécialiser dans la santé de l'enfant de la naissance à l'adolescence.

▫ L'Institut Régional de Formation en Ergothérapie (IRFE), créé en 2012, grâce à la volonté de la Région Réunion, l'ARS Océan Indien en partenariat avec l'Université de la Réunion, l'IRFE est agréé pour une capacité d'accueil de 25 étudiants par année de formation. L'admission y est prévue via les filières universitaires PACES et STAPS, et 5 places supplémentaires sont réservées aux candidats titulaires d'une licence ou de certains diplômes d'Etat du secteur paramédical. D'une durée de 3 ans, la formation prépare à l'obtention du diplôme d'Etat d'ergothérapeute (et valide un grade licence permettant une poursuite de formation vers un master).

Affiliée à la Fédération des Établissements Hospitaliers et d'Aide à la personne (FEHAP), l'ASFA a toujours eu pour valeurs, la générosité et la charité. Aujourd'hui, l'association prône plus spécifiquement

## Règles et méthodes comptables

l'humanisme, la solidarité, et l'exigence de qualité, valeurs inscrites dans son projet associatif qui sert de cadre aux actions menées par les établissements qu'elle gère.

Pour porter ces valeurs, l'ASFA emploie près de 800 salariés (plus de 640 ETP), et gère un budget annuel d'environ 60 millions d'euros lui permettant de prendre en charge 780 usagers et 190 étudiants. Présidée depuis le 07 août 2017 par Monsieur Maximin ASSOUNE, elle est administrée par un Conseil d'Administration composé de dix membres.

### Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

En plus des dispositions expresses prévues dans le règlement ANC n°2018-06, les conventions comptables respectent également :

- ▣ les dispositions du Plan Comptable Général issues du règlement ANC n°2014-03,
- ▣ les dispositions spécifiques aux établissements et services médico-sociaux prévus dans le règlement ANC n°2019-04
- ▣ l'arrêté du 20 décembre 2023 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L.312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

### INFORMATIONS GENERALES COMPLEMENTAIRES :

L'application du règlement ANC N°2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif implique :

- ▣ dans son article 151-1 que le résultat, le report à nouveau et les réserves des activités sociales et médico-sociales sont présentés séparément au passif du bilan de l'entité gestionnaire sur une ligne spécifique,
- ▣ dans son article 152-1 que dans son compte de résultat, l'entité gestionnaire fait apparaître distinctement la



## Règles et méthodes comptables

part de l'activité sociale et médico-sociale des postes suivants par une subdivision spécifique :

- les ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales,
- les ventes de prestations de service relatives aux activités sociales et médico-sociales,
- les contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales,
- le résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée.

### NEUTRALISATION DE LA DOUBLE CONSTATATION DES PRODUITS ATTENANTS AUX "AMENDEMENTS CRETONS"

Les adolescents ayant atteint la majorité peuvent voir leur prise en charge en établissement pour enfants maintenue jusqu'à leur 20 ans si aucune place ne peut leur être proposée en établissements pour adultes, et cela grâce à un texte réglementaire connu sous le nom d'"amendement Creton". Le financement de la prise en charge de ces adultes, maintenus provisoirement en établissements pour enfants, est de la compétence du Conseil Départemental, et pour lequel une facturation est établie. De son côté, l'Agence Régionale de Santé finance en totalité l'établissement pour enfants pour l'ensemble des usagers pris en charge, y compris les adultes maintenus provisoirement, ce qui engendre donc une double tarification pour ces "amendements Creton".

Jusqu'en 2016, l'Association Saint François d'Assise constatait, conformément aux instructions reçues, les produits relatifs aux "amendements Creton" facturés au Conseil Départemental, ainsi que les produits liés à ces mêmes usagers intégrés dans la dotation globale allouée par l'ARS. Cette double tarification, connue des financeurs, faisait l'objet d'un traitement spécifique par le biais du compte administratif avec une retenue du trop payé de l'année N sur le tarif de l'année N+2.

En concertation avec l'ARS, il a été décidé à compter de l'exercice 2017 de neutraliser en produits constatés d'avance (PCA), la facturation établie en N au Conseil Départemental et de reprendre ce PCA en N+2.

Au 31 décembre 2024, les produits constatés d'avances comprennent les montants suivants :

- des "amendements Creton" relatifs à l'exercice 2023, qui seront repris sur l'exercice 2025 pour un montant de 1 282 K€,
- des "amendements Creton" relatifs à l'exercice 2024, qui seront repris sur l'exercice 2026 pour un montant de 1 225 K€.

### TRAITEMENT COMPTABLE DES RESSOURCES DE L'ASSOCIATION

Les ressources de l'ASFA proviennent de dotations octroyées par l'ARS et par le Conseil Départemental pour les établissements médico-sociaux.

L'ARS peut octroyer sur un exercice des crédits non reconductibles (CNR) qui sont des financements complémentaires dédiés à une dépense et/ou une action définie venant en supplément des missions annuelles des établissements. Si ces CNR ne sont pas consommés sur l'exercice d'octroi, alors que l'action est toujours en cours, ces ressources sont constatées en fonds dédiés afin de venir compenser sur les

## Règles et méthodes comptables

exercices suivants, les dépenses qui seront réalisées post-clôture, neutralisant ainsi l'impact sur les résultats futurs de ces actions et/ou dépenses fléchées.

Des subventions sont octroyées par la Région pour le fonctionnement des Ecoles du Pôle Formation.

Certains usagers participent sur leurs ressources à la tarification et se voient facturés.

Les ressources sont constatées en produits conformément aux conventions signées.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

### Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

### Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- \* Aménagements des terrains : 50 ans
- \* Constructions : 10 à 50 ans
- \* Agencements des constructions : 7 à 20 ans
- \* Installations techniques : 5 à 20 ans
- \* Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- \* Matériel de transport : 4 à 5 ans
- \* Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- \* Matériel informatique : 3 ans
- \* Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

## Règles et méthodes comptables

### Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût moyen pondéré.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

### Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont étalées sur plusieurs exercices.

### Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

### Engagement de retraite

Les engagements de l'entreprise en matière d'indemnités de départ à la retraite sont calculés suivant la méthode des unités de crédit projetées avec salaires de fin de carrière tenant compte des dispositions de la Convention Collective, des probabilités de vie et de présence dans l'entreprise, et d'une actualisation financière.

## Règles et méthodes comptables



## Faits caractéristiques

### Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

#### FINANCEMENT DES EHPAD ET DE LA MAS

Deux emprunts ont été contracté auprès d'OCEOR en 2007. Ces emprunts comportent deux phases de remboursement, une première phase à taux fixe et une deuxième phase à taux variable qui a débuté en octobre 2014 pour s'achever en octobre 2034. Pendant cette deuxième phase, le taux d'emprunt est un taux variable indexé sur la parité Dollar Américain/Franc Suisse (USD/CHF).

Au 31 décembre 2024, le taux ainsi calculé pour les intérêts courus était de 7,19% (pour un taux au départ de 1,27 %) et le capital restant à rembourser de 7 458 K€.

## Notes sur le bilan

## Actif immobilisé

## Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	2 305 476	20 046		2 325 522
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>2 305 476</b>	<b>20 046</b>		<b>2 325 522</b>
- Terrains	8 445 592			8 445 592
- Constructions sur sol propre	95 364 582	58 446		95 423 029
- Constructions sur sol d'autrui				
- Instal.générales, agencements et aménagements constr	6 835 586	383 562		7 219 148
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels	8 039 588	460 146		8 499 735
- Instal.générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport	1 411 840			1 411 840
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	6 312 859	197 094	1 001	6 508 952
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours	3 988 283	5 027 019		9 015 302
- Avances et acomptes	36 205			36 205
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>130 434 536</b>	<b>6 126 268</b>	<b>1 001</b>	<b>136 559 803</b>
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	2 605 788	49 870		2 655 657
- Autres titres immobilisés	5 315 788	61 324		5 377 112
- Prêts et autres immobilisations financières	1 096 178	111 410		1 207 588
<b>Immobilisations financières</b>	<b>9 017 753</b>	<b>222 604</b>		<b>9 240 357</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>141 757 765</b>	<b>6 368 918</b>	<b>1 001</b>	<b>148 125 682</b>

## Notes sur le bilan

### Immobilisations financières

Les immobilisations contiennent les placements qui sont conservés par l'association pour un objectif de moyen et long terme.

Parmi ces placements détaillés dans le tableau ci dessus, l'association compte également :

▣ un contrat de Capitalisation dénommé "Suravenir" d'une valeur initiale de 2 000 000 €, valorisé au 31/12/2024 à 2 511 012 €.

D'autres placements qui garantissent des emprunts sont également inscrits en immobilisations financières, il s'agit :

▣ d'un dépôt à terme dénommé "Piton des neiges" d'un montant de 2 130 000 € placé pour 6 ans à compter du 11/10/2019 à taux progressif sur les 6 années (0,02 % l'année 1, 0,08 % l'année 2, 0,1 % sur l'année 3, 0,45 % l'année 4, 0,9 % l'année 5 et 1,1% l'année 6).

### Liste des filiales et participations

Tableau réalisé en Kilo-euros

(1) Capital - (2) Capitaux propres autres que le capital - (3) Quote-part du capital détenue (en pourcentage)

(4) Valeur comptable brute des titres détenus - (5) Valeur comptable nette des titres détenus

(6) Prêts et avances consentis par l'entreprise et non encore remboursés - (7) Montants des cautions et avals donnés par l'entreprise

(8) Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé - (9) Résultat du dernier exercice clos

(10) Dividendes encaissés par l'entreprise au cours de l'exercice

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)
<b>A. RENSEIGNEMENTS DETAILLES SUR CHAQUE TITRE</b>										
- Filiales (détenues à + 50 %)										
SASU ASFA IMMOBILIER			100,00							
- Participations (détenues entre 10 et 50% )										
<b>B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX SUR LES AUTRES TITRES</b>										
- Autres filiales françaises										
- Autres filiales étrangères										
- Autres participations françaises										
- Autres participations étrangères										

## Notes sur le bilan

### Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 852 863	133 415		1 986 278
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>1 852 863</b>	<b>133 415</b>		<b>1 986 278</b>
- Terrains	64 658	6 377		71 034
- Constructions sur sol propre	47 533 923	2 868 185		50 402 108
- Constructions sur sol d'autrui				
- Instal.générales, agencements, aménagements construc.	4 842 049	310 705		5 152 754
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels	7 180 182	325 822		7 506 005
- Instal.générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport	1 271 097	37 166		1 308 264
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	5 770 679	200 709		5 971 389
- Emballages récupérables et divers				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>66 662 589</b>	<b>3 748 965</b>		<b>70 411 553</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>68 515 451</b>	<b>3 882 380</b>		<b>72 397 832</b>



## Notes sur le bilan

### Actif circulant

#### Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 18 027 968 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations	2 543 347		2 543 347
Prêts	1 185 940		1 185 940
Autres	21 647		21 647
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances Clients et Comptes rattachés	8 533 952	8 533 952	
Autres	5 288 615	5 288 615	
Charges constatées d'avance	454 465	454 465	
<b>Total</b>	<b>18 027 968</b>	<b>14 277 033</b>	<b>3 750 935</b>
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Le poste de créances intitulé "Autres" de l'actif circulant contenant un total de 5 288 615 € comprend les soldes suivants :

- ▣ Fournisseurs - avoir à obtenir = 7 602 €
- ▣ Sécurité sociale et autres organismes sociaux au titre de produits à recevoir (Indemnités de sécurité sociale, prévoyance et remboursement de formation ) = 1 214 379 €
- ▣ Autres débiteurs divers et fonds en dépôts = 122 176 €
- ▣ Sommes versées au titre du Compte Epargne Temps = 1 230 668 €
- ▣ Soldes à recevoir sur subventions d'investissement = 950 990 €
- ▣ Soldes à recevoir sur subventions d'exploitation = 1 762 799 €.

Concernant les soldes sur subventions d'exploitation, la majeure partie, à savoir 1 757 779 € concernent les soldes à recevoir sur les écoles des années 2021 à 2024 à savoir :

REGION : Solde restant à encaisser pour les 3 écoles au titre de 2021 (35 %) soit 397 459 €,  
 REGION : Solde restant à encaisser pour les 3 écoles au titre de 2022 (15 %) soit 177 825 €,  
 REGION : Solde restant à encaisser pour les 3 écoles au titre de 2023 (15 %) soit 195 056 €,  
 REGION : Solde restant à encaisser pour les 3 écoles au titre de 2024 (72 %) soit 987 439 €.

Ces soldes des 4 dernières années ne font l'objet d'aucune provision pour dépréciation, le contrôle des comptes des années 2021 à 2024 n'ayant pas encore été initié par la Région.

## Notes sur le bilan

### Produits à recevoir

	Montant
Usagers, produits non facturés	2 190
Usagers facture à établir	39 445
Fournisseurs avoirs sur commandes	7 602
Charges sociales - produits à recevoir	577
Cgss ind.journ. à recevoir	135 508
Prévoyance ind. journ. à recevoir	1 044 637
Formation continue	33 119
<b>Total</b>	<b>1 263 079</b>

### Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	31 006			31 006
Immobilisations financières				
Stocks				146
Créances et Valeurs mobilières	590 828	14	183 120	407 722
<b>Total</b>	<b>621 834</b>	<b>14</b>	<b>183 120</b>	<b>438 873</b>
<b>Répartition des dotations et reprises :</b>				
Exploitation			183 120	
Financières		14		
Exceptionnelles				

## Notes sur le bilan

### Fonds propres

#### Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	4 814 857	-170 997			4 643 860
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves hors activités sociales					
Réserves des activités sociales	56 496 559	2 259 597			58 756 156
RAN hors activités sociales					
RAN des activités sociales	-3 390 207	-560 263	12 932		-3 937 538
Exc.ou Déficit hors activ.sociales	-170 997	170 997		45 610	-45 610
Exc.ou Déficit des activités sociales	1 699 334	-1 699 334	2 127 717		2 127 717
<b>Situation nette</b>	<b>59 449 546</b>		<b>2 140 649</b>	<b>45 610</b>	<b>61 544 586</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	5 264 851		122 021	370 962	5 015 909
Provisions réglementées	228 121				228 121
Droits de propriétaires (Commodat)					
<b>TOTAL</b>	<b>64 942 518</b>		<b>2 262 670</b>	<b>416 572</b>	<b>66 788 616</b>

### Provisions réglementées

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Reconstitution des gisements pétroliers				
Pour investissements				
Pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Prêts d'installation				
Autres provisions	228 121			228 121
<b>Total</b>	<b>228 121</b>			<b>228 121</b>
<b>Répartition des dotations et reprises :</b>				
Exploitation				
Financières				
Exceptionnelles				

## Notes sur le bilan

### Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin
Litiges	819 997	431 763			1 251 760
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	2 800 341	292 522	322 053		2 770 447
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	130 885	28 373	130 885		28 373
<b>Total</b>	<b>3 751 223</b>	<b>752 657</b>	<b>452 937</b>		<b>4 050 580</b>
<b>Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :</b>					
Exploitation		752 657	452 937		
Financières					
Exceptionnelles					

A/ Les provisions pour litige sont en rapport avec les contentieux existants avec le personnel.

B/ Les provisions pour pensions et obligations similaires comprennent les droits provisionnés au titre de l'indemnité de départ à la retraite.

C/ Les autres provisions pour risques et charges contiennent le montant des droits à congés payés non attribués aux personnels en arrêt maladie sur les 3 dernières années, et qui se sont manifestés afin de voir leurs droits régularisés.

Le montant total des droits à congés payés des personnels en situation d'arrêt maladie sur les 3 dernières années qui n'a donné lieu à aucune demande de régularisation est estimée à 234 453 € bruts chargés.



## Notes sur le bilan

### Dettes

#### Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 31 784 256 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	3 509	3 509		
- à plus de 1 an à l'origine	18 862 509	1 915 387	5 390 335	11 556 787
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	411 514	411 514		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 304 216	2 304 216		
Dettes fiscales et sociales	6 945 724	6 945 724		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	362 698	362 698		
Autres dettes (**)	349 301	349 301		
Produits constatés d'avance	2 544 784	1 320 187	1 224 598	
<b>Total</b>	<b>31 784 256</b>	<b>13 612 535</b>	<b>6 614 933</b>	<b>11 556 787</b>
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	1 990 181			
(**) Dont envers les associés				

Le capital des emprunts restant à rembourser au 31/12/2024 s'élèvent à 18 862 509,42 Euros. Il s'agit des emprunts contractés aux conditions suivantes auprès des établissements ci dessous :

- ▣ Emprunt auprès de la Caisse des dépôts pour 8 166 318 € au taux fixe de 3,15 % dont le capital restant à rembourser est de 4 423 422,25 € et qui court jusqu'en 2041,
- ▣ Emprunt auprès de la Caisse des dépôts pour 5 000 000 € au taux fixe de 2,66 % dont le capital restant à rembourser est de 3 608 156,44 € et qui court jusqu'en 2041,
- ▣ Emprunt auprès de l'Agence Française de Développement pour 9 000 000 € au taux fixe de 3,13 % dont le capital restant à rembourser est de 885 419,31 € et qui court jusqu'en 2026,
- ▣ Emprunt auprès de la Financière OCEOR pour 10 175 112 € au taux initial de 1,27 % indexé sur la conversion du Dollar en Francs Suisse à la date anniversaire du contrat, à chaque mois d'octobre. Au 10/10/2024, le taux calculé était de 9,65 %. Le capital restant à rembourser est de 5 053 972,26 € et court jusqu'en 2034,

## Notes sur le bilan

▫ Emprunt auprès de la Financière OCEOR pour 4 840 000 € au taux initial de 1,27 % indexé sur la conversion du Dollar en Francs Suisse à la date anniversaire du contrat, à chaque mois d'octobre. Au 10/10/2024, le taux calculé était de 9,65 %. Le capital restant à rembourser est de 2 404 025,19 € et court jusqu'en 2034,

▫ Emprunt auprès de la Caisse d'Epargne pour 1 560 000 € au taux fixe de 3,55 % dont le capital restant à rembourser est de 66 407,73 € et qui court jusqu'en 2025,

▫ Emprunt auprès de la Caisse d'Epargne pour 1 604 915 € au taux fixe de 3,55 % dont le capital restant à rembourser est de 68 319,67 € et qui court jusqu'en 2025,

Emprunt auprès du Crédit Agricole pour 2 661 378 € au taux fixe de 1,85 % dont le capital restant à rembourser est de 2 352 786,57 € et qui court jusqu'en 2042.

### Dettes garanties par des sûretés réelles

	Dettes garanties	Montant des sûretés	Valeurs des biens donnés en garantie
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	16 509 723	12 270 651	
Emprunts et dettes divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes fiscales et sociales			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
<b>Total</b>	<b>16 509 723</b>	<b>12 270 651</b>	

## Notes sur le bilan

### Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	860 351
Int.courus s/autres emprunts	152 950
Dettes provis. pr congés à payer	1 896 244
Personnel - autres charges à payer	914 654
Charges sociales s/congés à payer	854 258
Charges sociales - charges à payer	412 392
Charges fiscales s/congés à payer	55 939
Etat - autres charges à payer	26 982
<b>Total</b>	<b>5 173 771</b>

## Comptes de régularisation

### Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	454 465		
<b>Total</b>	<b>454 465</b>		

### Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	2 544 784		
<b>Total</b>	<b>2 544 784</b>		

## Notes sur le compte de résultat

### Charges et produits d'exploitation et financiers

#### Rémunération des commissaires aux comptes

##### Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 71 724 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

#### Subventions d'exploitation

##### Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics		43 790 902	6 548 493		1 038 068	51 377 463
Subventions d'exploitation		104 463	1 377 549		38 105	1 520 117
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement	107 721	263 242				370 963
						<b>53 268 542</b>

#### Résultat financier

	31/12/2024	31/12/2023
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	49 870	131 217
Autres intérêts et produits assimilés	95 608	81 378
Reprises sur provisions et transferts de charge		9 027
Différences positives de change		
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
<b>Total des produits financiers</b>	<b>145 478</b>	<b>221 622</b>
Dotations financières aux amortissements et provisions	14	4 906
Intérêts et charges assimilées	1 114 193	929 074
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total des charges financières</b>	<b>1 114 207</b>	<b>933 979</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>-968 729</b>	<b>-712 357</b>



## Notes sur le compte de résultat

### Transferts de charges d'exploitation et financières

Nature	Exploitation	Financier
Transfert de charges d'exploitation 79100000 - Transfert de charges d'exploitation	203 347 203 347	
<b>Total</b>	<b>203 347</b>	

### Charges et Produits exceptionnels

#### Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	4 296	
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	4 213	
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	1 001	
Subventions d'investissement virées au résultat		370 963
<b>TOTAL</b>	<b>9 510</b>	<b>370 963</b>

### Analyse du résultat

	Déficit	Bénéfice
<b>Résultat de l'exercice</b>		<b>2 082 107</b>
POLE SANITAIRE		936 768
POLE MEDICO SOCIAL HANDICAPES		1 124 290
POLE MEDICO SOCIAL PERSONNES AGEES	42 681	
POLE FORMATION		66 596
SIEGE		42 744
<b>Part du résultat sur gestion conventionnée</b>	<b>42 681</b>	<b>2 170 398</b>
<b>Part du résultat sur gestion libre</b>	<b>45 610</b>	

## Autres informations

### Effectif

Effectif moyen du personnel : 642 personnes dont 3 apprentis.

	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total	Effectif équivalent (Temps plein)
Cadres	19	63	82	82
Employés	114	446	560	560
Ouvriers				
Contrat Emploi Solidarité				
Contrat de Qualification				
Contrat Retour Emploi				
Contrat initiative Emploi				
<b>Total</b>	<b>133</b>	<b>509</b>	<b>642</b>	<b>642</b>

## Informations sur les dirigeants

### Rémunérations allouées aux dirigeants

Les rémunérations allouées aux dirigeants ont représenté un montant de 405 357 euros.

\* TROIS PLUS HAUTS DIRIGEANTS (Art 20 - Loi n°2006-586 du 23 mai 2006) : 405 357 euros.